

Outil de politique



#3

Réglementation et certification

Outil de politique

Utiliser les normes internationales pour éviter la fragmentation réglementaire dans le cadre de l'actualisation des règlements sur l'efficacité énergétique.

#3 Réglementation et certification



Que sont les règlements techniques et les normes?

Les règlements techniques énoncent les caractéristiques d'un produit, les exigences auxquelles il doit satisfaire ou les procédés et méthodes de production s'y rapportant. Les normes répondent à une définition analogue, mais sont d'application volontaire. Pour évaluer le respect de ces mesures, des procédures d'évaluation de la conformité (essais, vérification, inspection et certification, par exemple) peuvent être utilisées. Les règlements sont souvent adoptés pour atteindre des objectifs de politique générale légitimes, y compris ceux liés à l'action climatique.

Comment les règlements, tels que les prescriptions en matière d'efficacité énergétique, peuvent-ils contribuer à atténuer les changements climatiques?

Les règlements sur l'efficacité énergétique peuvent contribuer à la lutte contre les changements climatiques de deux façons. Premièrement, les prescriptions en matière d'efficacité énergétique applicables à certains biens de consommation, comme les véhicules électriques, les matériaux de construction ou les appareils électroménagers, peuvent permettre de réduire la consommation intérieure d'énergie et les émissions de GES connexes, en excluant du marché les produits les plus polluants. Deuxièmement, les systèmes d'étiquetage de l'efficacité énergétique, notamment pour les appareils électroménagers ou les industries à forte intensité d'émissions, peuvent amener les consommateurs à prendre des décisions plus éclairées. À mesure que se développe la connaissance des produits plus économes en énergie et moins polluants, les systèmes d'étiquetage peuvent être essentiels pour permettre aux consommateurs de choisir plus facilement des produits plus écologiques quand ils le souhaitent.

Le rôle essentiel des instruments réglementaires dans les efforts d'atténuation des changements climatiques a été reconnu par [le sixième rapport d'évaluation du GIEC](#). Les auteurs des études analysées dans le rapport estiment que l'augmentation des mesures d'efficacité

L'expérience des Membres de l'OMC concernant les règlements sur l'efficacité énergétique

Depuis 2009, plus de 1 180 règlements relatifs à l'efficacité énergétique et aux économies d'énergie ont été notifiés par plus de 70 Membres de l'OMC ([BDE](#)). Au fil du temps, le nombre de mesures notifiées est resté constant, avec au moins 68 mesures par an et un niveau record atteint en 2021 (147 mesures notifiées).

Pour la plupart, ces règlements ciblent les appareils commerciaux et le matériel industriel, comme les systèmes de climatisation, de chauffage et de refroidissement; les appareils électroménagers (par exemple, sèche-linge, réfrigérateur, lave-vaisselle); ainsi que les tubes fluorescents et les produits et matériaux de construction.

Parmi les exemples récents, on peut citer:

- Le *projet de norme est-africaine 1064-1&2:2021*, une norme minimale de performance énergétique applicable aux produits d'éclairage, qui harmonise les prescriptions entre les économies d'Afrique de l'Est (2022);
- Le nouveau règlement de l'Union européenne sur l'écoconception pour des produits durables (2022), qui établit des règles à l'échelle de l'Union pour améliorer la performance énergétique de certains produits;
- La Loi chilienne sur l'efficacité énergétique, qui prévoit l'établissement de normes en la matière pour les véhicules légers, moyens et lourds (2021); et
- La mise en place par l'Indonésie d'une norme minimale de performance énergétique et d'un système d'étiquetage des appareils ménagers consommant de l'énergie (2021).

énergétique dans le monde a permis d'économiser au moins 500 tonnes métriques d'équivalent CO₂ par an depuis 2000 (GIEC, 2022). Par exemple, en Asie du Sud et du Sud-Est, l'efficacité énergétique des bâtiments a progressé chaque année de 5% à 6% depuis 2010. Les règlements sur l'efficacité énergétique pourraient donc permettre de réduire considérablement les émissions à l'avenir – ils ont déjà permis de faire baisser de 12% les émissions annuelles liées à l'énergie sur la période 2000-2017 et de réaliser potentiellement plus de 40% des réductions requises par l'Accord de Paris d'ici à 2040 (AIE, 2021a).

Bien que certains marchés aient introduit de nouveaux règlements prescrivant la vente exclusive de lampes à LED à haut rendement plutôt que d'autres formes d'éclairage moins économes en énergie, les progrès dans ce domaine doivent être maintenus pour que tous les pays commercialisent majoritairement des technologies LED d'ici à 2025 et augmentent régulièrement leur efficacité, conformément au scénario d'émissions nettes nulles d'ici à 2050 de l'AIE. Dans le secteur de la construction, les mesures d'efficacité énergétique, qui concernent par exemple l'isolation ou l'efficacité des appareils, pourraient également permettre de réduire les émissions de GES de 50% (Creutzig *et al.*, 2021).

Quelles mesures pourraient être prises pour aligner les règlements sur l'efficacité énergétique sur les plans plus larges en matière d'action climatique?

Dans le cadre de l'adoption de règlements relatifs au climat, il est important de respecter les principes de l'OMC. Ainsi, la cohérence, l'efficacité et la coopération internationale, ainsi que l'harmonisation avec les normes internationales, permettront de rendre les mesures plus performantes en vue de la réalisation des objectifs climatiques (OMC, 2022g). Dans son rapport de 2022, le GIEC a reconnu l'importance de la coopération internationale dans la lutte contre les changements climatiques (GIEC, 2022), à plus forte raison dans le cas des règlements techniques et des normes. Par exemple, le fait que les partenaires commerciaux utilisent des méthodes différentes pour calculer l'efficacité énergétique des marchandises peut soulever des questions de légitimité et compliquer le suivi des efforts mondiaux de réduction des émissions. De plus, différentes méthodologies peuvent accroître l'imprévisibilité et les coûts de mise en conformité pour les producteurs, et restreindre inutilement le commerce international (OMC, 2022i).

Les règles et institutions de l'OMC contribuent à promouvoir des règlements cohérents, adaptés et alignés sur les normes internationales, y compris pour mesurer les émissions de carbone incorporées dans les marchandises échangées ou l'efficacité énergétique. L'OMC est aussi une plate-forme favorable à la coopération internationale, sur laquelle les mesures liées au climat peuvent être examinées (voir l'encadré). En vue de réduire la fragmentation réglementaire, les Membres de l'OMC ont tenu, au Comité des obstacles techniques au commerce, de nombreuses discussions sur au moins 80 règlements spécifiques en matière d'efficacité énergétique. Ils ont ainsi contribué à l'amélioration de la convergence des règlements sur l'efficacité énergétique et fait progresser la coopération sur certains défis actuels liés au climat.

Lors de l'adoption de règlements ou normes liés au climat, il est essentiel de garder à l'esprit que les économies en développement sont confrontées à des défis spécifiques qui peuvent rendre plus difficile la mise en conformité, y compris dans le domaine de l'efficacité énergétique. Une infrastructure qualité nationale bien développée⁴ peut permettre de surmonter certaines de ces contraintes. Un soutien et une assistance technique dans ce domaine pourraient aider les économies en développement à démontrer leur compétitivité en matière de carbone, élément essentiel d'une transition juste vers une économie sobre en carbone. Cela pourrait aussi aider les PME à participer pleinement aux chaînes de valeur mondiales sobres en carbone.

Le Secrétariat de l'OMC, y compris en travaillant en coopération étroite avec les institutions de normalisation internationales, peut soutenir l'action menée par les gouvernements pour faire en sorte que l'élaboration des normes et les pratiques réglementaires soient mieux alignées sur leurs plans d'action climatique.